



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), État et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) et les partenaires publics pour la mise œuvre du cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plateforme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et des modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007 et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), s'engage, pour sa part, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations des politiques publiques de la culture menées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Le développement d'une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant (Musique, Danse, Théâtre, Cirque et Arts de la Rue) de la formation jusqu'au rayonnement national en passant par le soutien à l'émergence et l'insertion professionnelle en s'appuyant sur ses équipements et ses partenaires tel que préconisé dans une étude interne réalisée en octobre 2017 ;
- L'inscription territoriale d'une offre culturelle et des propositions artistiques au plus près des habitants sur l'ensemble de son territoire. Cette ambition se décline également par une articulation et la construction conjointes de propositions fortes et novatrices avec l'ensemble de ses établissements et partenaires privilégiés afin de constituer une action construite qui engagent durablement les projets artistiques, pédagogiques et de médiations de chacun. A cet effet, la stratégie prioritaire de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans le développement des partenariats avec les opérateurs du territoire des 31 communes mais au-delà. L'enjeu de la candidature de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour devenir, en 2028, capitale européenne de la Culture repose sur une collaboration étroite entre les partenaires et les institutions d'une zone géographique riche qui s'étend de Sète jusqu'à la Vallée de l'Hérault, c'est bien dans cet esprit de collaboration que se dessine l'axe de politique culturelle dans lequel les projets des établissements doivent s'inscrire

Cette convention fixe :

- Les objectifs pour les cinq années à venir :
 - Structurer la démarche qualité, en termes pédagogique et de soutenabilité ;
 - Renforcer le suivi de l'insertion professionnelle ;
 - Pérenniser la structuration de l'équipe permanente de l'école et de ses outils de travail ;
 - Pérenniser les nouveaux modes d'accompagnement de l'insertion professionnelle ;
 - Développer les partenariats avec des opérateurs du territoire ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires institutionnels financiers de l'association sont : l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Ils s'engagent au travers de cette convention à apporter leur concours financier durant les quatre prochaines années pour un montant finalisé qu'après le vote des Assemblées délibérantes respectives, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Pour chaque exercice budgétaire, une convention financière annuelle bilatérale fixera le montant de la subvention allouée par Montpellier Méditerranée Métropole et précisera notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

Outre sa contribution financière annuelle, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association ENSAD, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sur deux sites : la Maison Louis Jovet et le Hangar Théâtre. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association.

Le projet d'établissement de l'ENSAD est en adéquation avec les modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant prévues par la délibération n°M2021-52 votée par Montpellier Méditerranée Métropole le 1er février 2021 qui précise son souhait de développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable contribuant à la régulation de l'écosystème artistique sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc Roussillon, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'en 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205104-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CPO ENSAD 21à 25.doc mentions Métro (004).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.